sur l'accumulation qu'on appelle primitive*

ANDRE GUNDER FRANK

L'Homme et la société, n° 39-40, 1976

« Je n'ai pas répondu à toutes les questions que mes lecteurs se poseront au terme de ce voyage extrêmement long que je leur ai fait faire. Mais en histoire le livre parfait, le livre qui ne sera jamais écrit à nouveau, n'existe pas. L'histoire est, au contraire, une interrogation du passé toujours renouvelée car elle doit tenir compte des nécessités et parfois des inquiétudes du présent. L'histoire se présente à nous comme un instrument de connaissance et non comme un but en lui-même. Je ne sais pas ce que, à cet égard, le lecteur pourra tirer d'un livre comme celui-ci ; chacun a sa propre manière de dialoguer avec un livre. Quant à moi, cette Méditerranée splendide, chargée des évènements du XVIème siècle, aujourd'hui ensevelie dans le monde des ombres, m'a fait parcourir des voies nombreuses, à la poursuite de problèmes nombreux qui sont des problèmes de notre temps et non d'hier ou d'avant-hier... »

Fernand Braudel
Préface à l'édition anglaise de
« La Méditerranée et le Monde méditerranéen ».

I. L'ACCUMULATION PRIMITIVE, L'ACCUMULATION PRE-CAPITALISTE ET L'ACCUMULATION CAPITALISTE DE CAPITAL

Une question d'importance majeure restée jusqu'ici ouverte, est celle qui concerne les origines et les modalités de l'accumulation capitaliste de capital en tant que tel et, en particulier, celle de la transition à ce processus à partir de ce qu'on appelle l'« accumulation primitive », et à nouveau, celle de la

(*) Ce texte constitue l'INTRODUCTION à l'ouvrage de l'auteur sur l'histoire de l'accumulation capitaliste mondiale, provisoirement intitulé *Accumulating Exploitation*, Vol. I : *To the Industrial Revolution*. (Londres, Penguin Books, à paraître incessamment). Le lecteur est prié de pardonner

transition de l'accumulation capitaliste à l'« accumulation socialiste ». Dans la mesure où nous proposons la thèse que durant les quelques derniers siècles, un même processus d'accumulation de capital a progressé dans le monde entier, quoique de manière inégale et à des rythmes irréguliers, et que, depuis deux siècles au moins, cette accumulation est capitaliste, il nous faut également rechercher comment ce processus a pris naissance, sur quelles bases il s'est développé et dans quelle mesure il a connu des modifications importantes.

Marx a écrit : « l'utilisation de la plus-value comme capital, sa reconversion en capital, c'est ce qu'on appelle « accumulation de capital » (*Le Capital*, Livre Premier). Voici comment il définit la plus-value : « ... je nomme *plus-value absolue*, la plus-value produite par la prolongation de la journée de travail et *plus-value relative* la plus-value qui provient au contraire de l'abréviation du temps de travail nécessaire et du changement correspondant dans la grandeur relative des deux parties de la journée » (temps nécessaire et temps non-nécessaire à la reproduction). (*Le Capital*, Livre Premier). Quoique la plus-value absolue soit certainement pour beaucoup dans l'accumulation, l'accumulation capitaliste majeure plus récente (et l'analyse qu'en fait Marx) a eu pour fondement la production croissante de plus-value relative. Cependant, bien que Marx ne mentionne cette plus-value « qu'empiriquement » (dans cinq lignes : Comme « ... l'un des facteurs les plus importants qui contrôlent la tendance à la baisse du taux de profit... » (Livre Troisième), et au Livre Premier, dans quatre pages, parmi les « circonstances qui... déterminent la masse de l'accumulation »), il écrit également plus loin :

> « ... dans les chapitres sur la production de plus-value, il a été constamment pré-supposé que les salaires sont au moins équivalents à la valeur de la force de travail. Toute réduction indue de cette valeur a cependant, dans la pratique, un effet trop important pour que nous ne nous y arrêtions pas un moment. Elle transforme,

---

le nombre nécessairement élevé de références (inévitables) et les questions laissées ouvertes dans cet ouvrage. Je désire tout particulièrement remercier mes collègues du « Max Planck Institut de Starnberg » (Allemagne); Folker Fröbel, Otto Kreye, Jürgen Heinrichs, Dorothea Mezger, Ruy Mauro Marini et Marcelo Garcia, de leur aide pour la formulation et la reformulation des problèmes traités. La PREFACE et la BIBLIOGRAPHIE de 300 titres adjointes à cet ouvrage témoignent de l'étendue de ma dette intellectuelle à leur égard, en ce qui concerne le travail d'élaboration de son texte. Le procès d'accumulation de capital est un – sinon le seul – moteur principal de l'histoire moderne. Il est au centre même de cet ouvrage qui étudie l'histoire pré-industrielle. Cependant, l'accumulation de capital et ce que nous en disons ici, posent encore des questions fondamentales d'ordre théorique et, par conséquent, empirique, qui pour la plupart restent à ce jour sans réponse.

Cette INTRODUCTION examine certaines de ces questions dans les quatre perspectives suivantes : 1. L'accumulation primitive, l'accumulation pré-capitaliste et l'accumulation capitaliste de capital ; 2. Les structures inégales, les rapports de production, de circulation et de réalisation dans l'accumulation de capital ; 3. La transformation inégale de l'accumulation de capital ; stades, cycles et crises ; 4. Lutte ininterrompue des classes dans l'accumulation capitaliste ; par les voies de l'Etat, de la guerre et de la révolution.

Dans la mesure où, pour notre thèse, un procès unique et continu d'accumulation de capital s'est poursuivi dans l'ensemble du monde pendant plusieurs siècles, la division heuristique de la problématique en structure inégale, procès inégal, etc. est nécessairement arbitraire. L'inégalité structurelle et l'irrégularité temporelle de l'accumulation de capital, sont d'autre, part, inhérentes au capitalisme.

de fait et dans certaines limites, le fonds d'entretien du travail en un fonds d'accumulation de capital... Le rôle joué de nos jours par le vol direct dans le fonds d'entretien du travail dans la formation de la plus-value et, par conséquent dans l'accumulation du fonds d'accumulation de capital, l'industrie dite domestique a servi à l'indiquer ».

C'est-à-dire, l'accumulation capitaliste de capital est, elle aussi, fondée sur la sur-exploitation de la force de travail par l'extorsion d'un surcroit de plus-value. Souvent – et non seulement dans l'industrie domestique britannique – le travailleur est privé du minimum nécessaire à sa subsistance, quelle que soit la définition qui en est donnée, ce qui a empêché en certaines places et à certains moments de l'histoire, la reproduction de la force de travail. De plus, cette sur-exploitation du travailleur dont le revenu est ramené à un niveau inférieur à celui nécessaire à sa subsistance, est intervenue aussi bien dans le cas du travail salarié que dans celui d'autres types de rapports de production de même qu'à des stades intermédiaires entre les deux.

Une question apparentée concerne le type ou la modalité de l'accumulation de capital. En un sens, l'accumulation de capital est, par définition, « capitaliste » ; elle a été définie et analysée par Marx et par les marxistes en termes d'un divorce entre les moyens de production et les anciens propriétaires de ces moyens ; d'une production de plus-value absolue et – à la faveur de l'innovation technologique et de l'augmentation croissante de la composition organique du capital – de plus-value relative ; de la reproduction de ce cycle par la réalisation de la plus-value et sa réintégration dans la production et les innovations ; de la concentration et de la centralisation du capital, etc., qui définissent également le capitalisme industriel et l'impérialisme. Mais avant que ce procès d'accumulation de capital (capitalisme industriel) ne soit devenu et n'ait pu devenir autonome (autour des années 1880, semble-t-il), il y a eu une longue période, d'accumulation dite primitive *antérieure* à l'accumulation « capitaliste », fondée sur les rapports de production pré-capitalistes avant leur transformation en rapports de production capitalistes. La signification de cette « accumulation dite primitive » intervenue durant les quelques siècles considérés par notre ouvrage sera encore élucidée plus loin. Au cours de cette période *préalable,* antérieure, (en allemand, *ursprüngliche*), originelle, d'accumulation *pré-capitaliste,* à une époque pré-capitaliste dans le cadre de rapports de production pré-capitalistes, ces rapports et le mode de production dont ils étaient l'expression, étaient, en ce sens, également *non-capitalistes.* On ne peut donc pas dire que l'accumulation était alors fondée sur la plus-value, dans la mesure où cette dernière n'était pas produite par des travailleurs salariés libres. Néanmoins, les producteurs retiraient de leur travail une valeur inférieure à la valeur de ce qu'ils produisaient. S'il en avait été autrement, aucune sorte d'accumulation n'aurait été possible. La consommation à laquelle les producteurs avaient droit aurait donc été selon les cas, égale, inférieure ou supérieure à leurs besoins de subsistance et aux exigences de la reproduction de la force de production.

Si « pré »-capitaliste signifie antérieur au capitalisme, alors, de par sa définition, il faut comprendre également par ce terme, « non »-capitaliste. Si « pré »-capitaliste signifie le commencement du capitalisme, il faut comprendre par ce terme : en partie capitaliste, en partie non-capitaliste. Mais quel que soit le cas, « non »-capitaliste ne signifie pas nécessairement « pré »-capitaliste car le non-capitalisme peut également coexister avec le post-capitalisme. Ainsi, dans la mesure où l'accumulation « primitive » serait une accumulation fondée sur une production où les rapports de production ne sont pas capitalistes, elle ne serait pas nécessairement antérieure à la production et à l'accumulation capitaliste, mais elle peut également leur être contemporaine. La production non-capitaliste et l'accumulation fondée sur une telle production peuvent – si on veut les distinguer de l'accumulation « primitive » et de la production pré-capitaliste – être dites accumulation de base (Roger Barta la nomme « accumulation primitive permanente »). L'accumulation de base, fondée en partie sur la production dans le cadre de rapports de production non-capitalistes, s'est trouvée souvent – sinon toujours – associée au procès capitaliste d'accumulation de capital ; ceci, même au stade avancé de la prédominance du travail salarié et de la plus-value relative. De fait, l'accumulation de base a contribué substantiellement, sinon fondamentalement, à l'accumulation capitaliste de capital. Une telle accumulation de base de capital peut ou non impliquer la sur-exploitation du travailleur non-salarié au-delà même de son niveau de subsistance et de reproduction. Elle implique la sur-exploitation du travail salarié dans la mesure où le fonds d'entretien et la reproduction de la force de travail sont alimentés directement par cette production non-capitaliste.

A partir de ces distinctions conceptuelles, nous poserons maintenant toute une série de questions qui ressortent de notre étude de la genèse, des fondements et des modalités de l'accumulation de capital et, en particulier, de l'accumulation appelée « primitive » dont Marx traite au Chapitre 24 du *Capital*. Si ce procès d'accumulation appelée primitive est intervenu durant les trois (ou plus) siècles antérieurs au procès capitaliste d'accumulation de capital, déclenché par la révolution industrielle, dans quel sens a-t-il impliqué une accumulation quelconque de capital ? Dans quel sens a-t-il été appelé « primitif » ? De quelle manière a-t-il contribué au procès d'accumulation capitaliste qui a suivi et y a-t-il mené ? Et de quelle manière le processus antérieur (ou les processus antérieurs) diffèrent-ils ou sont-ils similaires au procès d'accumulation de capital qui les a précédés ?

Marx émet l'hypothèse suivante sur « le secret de l'accumulation primitive », dans le chapitre de son ouvrage consacré à ce qu'on appelle « accumulation primitive » :

> « Mais l'accumulation capitaliste présuppose la plus-value ; la plus-value présuppose la production capitaliste ; la production capitaliste présuppose la pré-existence de masses considérables de capitaux et de forces ouvrières déjà accumulées entre les mains des producteurs marchands. Tout ce mouvement semble donc tourner dans un cercle vicieux dont on ne saurait sortir sans admettre une accumulation primitive

(*previous accumulation,* écrit Adam Smith) antérieure à l'accumulation capitaliste et servant de point de départ à la production capitaliste, au lieu de venir d'elle... Le mouvement historique qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions extérieures (les moyens de production), voilà donc le fin mot de l'accumulation appelée « primitive » parce qu'elle appartient à l'âge pré-historique du capital et au mode de production qui y correspond » (*Le Capital,* Livre Premier, Chapitre 26).

Cette formulation soulève plus de questions qu'elle n'en résoud. Deux de ces questions, pour commencer, sont les suivantes : comment se produit l'accumulation de masses considérables de capital et quel est l'effet sur cette accumulation, du divorce du producteur d'avec ses moyens de production ? Marx a lui-même soutenu qu'une quantité considérable de capitaux, *amassés* au stade pré-historique du capital avant la révolution industrielle, a été produite dans le contexte de rapports de production qui n'impliquaient pas, ne requéraient pas – ou même ne permettaient pas – le divorce entre le travail et les moyens de production. Une grande diversité de rapports de production à l'extérieur – mais aussi à l'intérieur – de l'Europe et de l'Europe occidentale, pré-capitalistes, coloniaux, esclavagistes, féodaux, etc., ont apporté leur eau à cet « entassement » de capitaux avant la révolution industrielle. Ces rapports seront étudiés dans cet ouvrage.

La remarque rhétorique de Marx selon laquelle « l'esclavage déguisé du travailleur salarié en Europe avait besoin, pour son assise de l'esclavage pur et simple dans le Nouveau-Monde », « le capital est venu au monde, ruisselant de la tête aux pieds et par chaque pore, de sang et de boue » (*Le Capital,* Livre Premier) fait penser non seulement – quand on la considère de près – que ces sources et rapports de production « non-capitalistes » ont été essentiels à l'accumulation capitaliste de capital, mais qu'ils impliquaient le vol, par la violence, d'une partie du fonds d'entretien du travail, au profit de l'accumulation de capital. Les « sept années utiles » d'une vie d'esclave dans les diverses parties du Nouveau Monde, la chute brutale du chiffre de la population indienne (de 25.000.000 à 1.500.000), la décimation totale de la population indigène des Antilles en un demi-siècle, les ravages de la famine au Bengale à la suite du pillage du pays par les Britanniques et les baisses non moins massives dans la reproduction des populations après leur incorporation dans le procès d'accumulation de capital, témoignent partout de la sur-exploitation, caractéristique des rapports de production au sein de ces formations sociales lors du procès d'accumulation à son étape pré-industrielle.

Ce même type de rapports de production – et la production issue de ces rapports – ont longtemps continué à jouer un rôle important dans le procès capitaliste d'accumulation de capital et de fait, ils continuent à le jouer encore aujourd'hui. Une question importante à cet égard, que l'on se pose toujours, est la suivante : Comment la production dans le cadre de rapports de production non-capitalistes a-t-elle contribué à l'accumulation capitaliste ou a-t-elle pu prendre la forme de l'accumulation capitaliste avant que cette dernière ne se soit affirmée comme telle et simultanément aussi avec elle, depuis qu'elle s'est instituée. Notre insistance sur l'importance de ces rapports

et de la plus-value produite ainsi avant la révolution industrielle et depuis cette révolution (lors de la période classique de l'impérialisme étudiée par Rosa Luxemburg et par Lénine, par exemple) ne tend pas, bien entendu, à minimiser l'importance du procès historique qui sépare le travailleur d'avec le moyen de production et le transforme en salarié. En vérité, non seulement ce procès a sous-tendu le développement des rapports de production capitalistes, mais aussi une partie du procès d'accumulation, car le divorce entre le producteur et les instruments de production a contribué, lui aussi, à la concentration de capital. De plus, on peut soutenir que dans le tiers-monde, le divorce entre les producteurs et leurs moyens de production au cours de la période d'expansion impérialiste et le déni du minimum nécessaire à la subsistance aux nouveaux travailleurs salariés et aux autres (ceux qui ne le sont pas encore devenus) contraignant les uns à vivre avec l'aide ou aux dépens des autres, ont contribué matériellement non seulement à l'accumulation de capital mais aussi à augmenter le taux des salaires dans les métropoles. (cf. sur l'échange inégal, S. Amin ; sur les excédents des exportations des pays sous-développés par rapport à leurs importations entre les années 1880 et 1910, cf. Frank, 1973, b.). Ainsi le divorce entre les producteurs et les moyens de production et la conversion des producteurs en travailleurs salariés n'est pas seulement la résultante d'un procès antérieur au système capitaliste mais se poursuit encore pendant le stade capitaliste. De la même manière, l'accumulation non-capitaliste de base se poursuit, elle aussi, et alimente le procès capitaliste d'accumulation de capital. Ce dernier continue non parce que le développement du travail salarié en système capitaliste divorce les producteurs d'avec leurs instruments de production mais aussi (et même) *malgré* ce divorce, grâce au maintien, voire même, à la re-création de rapports complexes entre les salaires et le travail. La question : comment et pourquoi cette accumulation non-capitaliste, dite primitive, qui ne dissocie pas le producteur et le moyen de production, a-t-elle pu se produire et se poursuivre encore après la révolution indutrielle, nourrit encore un débat considérable. Mais le problème du rapport de l'accumulation de base avec l'accumulation capitaliste de capital et de sa contribution à cette dernière, est similaire à celui du rapport de l'accumulation primitive pré-capitaliste avec l'accumulation capitaliste proprement dite et nous y renvoie. Comment l'hypothèse d'une accumulation dite primitive (*previous accumulation*) qui aurait précédé l'accumulation capitaliste nous permet-elle de rompre le cercle vicieux autour du point de départ de l'accumulation capitaliste de capital ? Où donc situer le point de départ du mode de production capitaliste ; comment le mode « pré » – et par conséquent « non » – capitaliste d'accumulation dite primitive aurait-il été déclenché et aurait-il « entassé » du capital, en l'absence d'une reproduction capitaliste élargie ; et comment cette pré-accumulation a-t-elle constitué une condition nécessaire – sinon suffisante – pour déclencher l'accumulation capitaliste de capital ? En vérité, comment situer dans le temps le point de départ – non pas de l'accumulation capitaliste – mais de l'accumulation pré-capitaliste qui a con-

tribué matériellement et économiquement à la véritable accumulation capitaliste ?

Marx semble exclure les XIV et XVème siècles du « commencement de la production capitaliste » et du début de « l'histoire moderne du capital (qui) date de la création au XVIème siècle d'un commerce mondial et d'un marché mondial... (Le régime colonial) assurait des débouchés aux manufactures naissantes dont la facilité d'accumulation redoubla grâce au monopole du marché colonial... Les trésors directement extorqués hors de l'Europe par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage, par la concussion, le pillage et le meurtre, refluent à la mère patrie pour y fonctionner comme capital » (*Le Capital,* Livre Premier, Chapitre 31). Mais la production et la concentration d'un capital marchand dans les cités italiennes étaient essentielles pour amorcer les voyages de découvertes, la création d'un commerce embrassant le monde entier et les faire apparaître souhaitables et possibles. Par conséquent, *comment* les « trésors » ont-ils été convertis en capital ? Et quelle est l'importance du rôle joué dans ce procès par le pillage pur et simple ? Quelle est celle des marchés de vente des marchandises ? Comment, spécifiquement, l'extraction du métal argent dans les Amériques et son transport en Europe a-t-elle contribué à entasser les capitaux en Europe ? Une des réponses proposées dans notre ouvrage est que cet argent et cet or ont financé l'acquisition de valeurs d'usage et d'échange en Orient et dans l'Europe de l'Est (qui, à leur tour, n'ont fait que, stériliser en quelque sorte une partie de ces métaux précieux). Une autre réponse serait que l'inflation ainsi provoquée, dans la mesure où ces métaux précieux n'avaient pas été stérilisés, aurait entraîné directement et indirectement, la concentration du capital, le divorce d'avec les moyens de production et augmenté l'exploitation du travail sous-payé. Comment la production de valeurs d'usage par le pillage et l'exploitation du travail des esclaves, du travailleur salarié européen et du producteur non salarié, et la conversion de ces valeurs en valeurs d'échange, a-t-elle contribué à amasser et à concentrer les capitaux ? Comment les capitaux amassés aux XVIème, XVIIème et XVIIIème siècles – en l'absence de rapports capitalistes de production développés – ont-ils atteint le stade où ils ont pu se reproduire au moins partiellement grâce à la production et à la reproduction industrielle et au travail salarié ? On le voit, la question : Quand et comment l'accumulation de base pré-capitaliste, dite accumulation primitive de capital devient-elle le point de départ du procès capitaliste d'accumulation de capital, demeure largement ouverte.

Une question encore peut être posée sur l'impact politique et économique et l'importance actuelle de l'accumulation dite primitive, ou plutôt, de base. Sans nul doute, la production de valeurs d'usage par le biais de rapports « non » et « pré »-capitalistes de production se poursuit aujourd'hui et ces valeurs sont toujours converties directement en valeurs d'échange versées au procès d'accumulation capitaliste. Mais peut-être leur importance n'est-elle plus aussi grande. Nous pouvons cependant nous demander quelle est l'importance des rapports non-capitalistes de production dans le procès

capitaliste d'accumulation de capital aujourd'hui, pour trois autres raisons : a) le maintien et, en cas de besoin, le recours à un « pool » potentiel de réserve de force de travail ; b) la contribution au maintien et à la reproduction d'une force de travail salariée pour laquelle le capital paye un salaire inférieur au niveau de subsistance, insuffisant pour assurer la reproduction du travailleur salarié, c) l'utilisation de rapports de production « socialistes », non-capitalistes, pour produire des valeurs qui s'intègrent dans le procès capitaliste d'accumulation de capital.

Le maintien d'une réserve de force de travail potentielle par le biais de rapports de production en partie non-capitalistes, qui peut offrir au capital une nouvelle force de travail et, en même temps, aider à abaisser le salaire de la force de travail existante, se traduit aujourd'hui par le flux massif de travailleurs immigrés provenant du Sud rural de l'Europe vers les régions industrielles du Nord de l'Europe et par le transfert croissant de la production industrielle des pays industriels dans certains pays sous-développés, pour les opérations de montage avant exportation. L'importance quantitative de ces facteurs pour l'accumulation de capital est difficile à définir et à évaluer, mais elle est certainement grande.

L'apport de la production rurale non-capitaliste à l'entretien de la force de travail, l'exploitation considérable des travailleurs salariés des mines d'Afrique et d'Asie, des plantations et des villes, ont été analysés par Meillassoux, Rey et d'autres. Quoique les familles nombreuses des migrants et autres travailleurs salariés d'Afrique occidentale et d'Afrique du Sud produisent peut-être une valeur d'usage substantielle qui n'entre pas directement dans le procès de circulation, une partie de cette valeur est en fait consommée par les membres de ces mêmes familles qui s'adonnent à un travail salarié et qui produisent directement une valeur d'échange et une plus-value, souvent considérable (allant même à l'exportation), de sorte que la production non-génératrice de valeur d'échange et de plus-value – souvent importante – contribue ainsi indirectement au procès capitaliste d'accumulation de capital. En vérité, certains de ces travailleurs, sous-payés, auraient été dans l'incapacité de produire la plus-value allant au capital s'ils n'avaient eu pour subsister que la seule partie de la valeur de leur production que le capital leur verse sous forme de salaire. De sorte que, pour la plus-value qu'ils produisent en fait, le capital est redevable aux membres de leur famille non intégrés à la production capitaliste. (Bien entendu, loin de le reconnaître, les tenants du capital manipulent les apports des membres non-capitalistes de la famille en les frappant d'impôts « de prévoyance sociale »).

Le principe de la contribution à l'accumulation de la production « non-capitaliste » invoqué au sujet des travailleurs sous-payés, s'applique de même en partie au cas des travailleurs européens « invités », recrutés dans des communautés du Sud de l'Europe, où ils ont reçu leur formation ou dans le cas de l'Angleterre, en Asie ou dans les Antilles – secteurs où une partie de la production s'inscrit dans un contexte non-capitaliste. Poussant cet argument jusqu'à sa conclusion logique – l'incidence la plus répandue et la plus

importante de ce mode de contribution à l'accumulation capitaliste (celui des rapports de production non-capitalistes, non rémunérés par le capital) est celle du travail (de production et de reproduction, au sens litéral) de la femme et de la mère de famille de la classe moyenne bourgeoise. Car si le capital devait les rétribuer pour leur contribution totale à l'entretien du travailleur (ce qui rend possible la production de plus-value, même cas que celui de la famille du travailleur africain, par exemple), et si le capital n'avait pas eu leur apport sous forme de force de travail non-payé et d'armée de réserve de main-d'œuvre à exploiter le cas échéant, l'accumulation capitaliste aurait été moins aisée, sinon impossible.

Enfin, si les rapports de production « pré » – et « non » – capitalistes sont producteurs de valeur qui – directement ou indirectement – s'intègre dans le procès de circulation de manière à permettre ou à contribuer (à) la réalisation de l'accumulation capitaliste, ne peut-il en être de même pour les rapports « post » capitalistes, dans un système « non-capitaliste » ? Comment expliquer autrement la signification, pour le procès capitaliste d'accumulation de capital, de l'intérêt couramment manifesté par le capital impérialiste pour le travailleur spécialisé, discipliné et raisonnablement payé des économies socialistes de l'Union soviétique ou des pays de l'Europe de l'Est ? Peut-être le capital impérialiste est-il obligé de consentir directement ou indirectement aux producteurs des pays socialistes un revenu supérieur au niveau de subsistance ou peut-être encore les Etats socialistes subventionnent-ils leur consommation sociale ? Mais soit que les entreprises impérialistes procèdent, pour leurs exportations aux pays socialistes de produits industriels, par la voie de « contrats » soit qu'elles achètent simplement à ces derniers leurs marchandises et leurs matières premières, une partie de la valeur produite par le travail dans les économies socialistes se trouve transférée aux pays capitalistes dont les profits et l'accumulation sont augmentés du fait des marchandises reçues des pays socialistes ou des produits fabriqués qu'ils leur fournissent en échange.

A un moment où cette intégration économique entre l'Est et l'Ouest progresse rapidement sous le couvert de la politique de détente, la question se pose : dans quelle mesure ces opérations sociales avec des rapports de production socialistes « non-capitalistes » sont-elles – ou ne sont-elles pas – isolées du procès capitaliste d'accumulation de capital en tant que tel. Et, à l'issue des débats entre les althussériens et leurs opposants en France, entre les Communistes et la « nouvelle » gauche en Europe, Asie, Afrique et Amérique latine – sur les voies et moyens de la transition de la féodalité au capitalisme et du capitalisme au socialisme, le problème se pose – ou demeure – : que faut-il entendre par « transition » – une transition entre deux transitions ? Les transitions sont-elles nécessairement cumulatives et uni-directionnelles ? (1).

(1) S'adressant au Congrès du Parti Communiste à Budapest, le 19 mars 1975, le chef du Parti Communiste Soviétique, Leonid Brejnev a déclaré qu'« en raison des liens économiques importants entre les pays capitalistes et socialistes, les effets nocifs de la crise actuelle à l'Ouest se répercutaient

II. LES STRUCTURES INEGALES, LES RAPPORTS DE PRODUCTION, DE CIRCULATION ET DE REALISATION DANS L'ACCUMULATION DU CAPITAL

Peut-on dire du procès d'accumulation capitaliste et du *système* capitaliste qui s'est ainsi constitué qu'il s'agit d'un *seul* et même phénomène dans le monde entier ? Cette question reste ouverte encore à l'heure actuelle. Il n'est pas aisé d'en parler en termes précis à cause de ce que j'appellerai l'inégalité structurelle inhérente au mode de développement capitaliste lui-même qu'il est possible d'interpréter de diverses manières. La question a revêtu depuis un siècle et plus une importance considérable. Marx a construit sa théorie du *Capital* compte tenu surtout de ses développements les plus avancés en Angleterre et, au moment de sa mort, il n'avait pas établi dans quelle mesure cette théorie s'appliquait aux secteurs de l'Europe et du monde entier moins avancés et sous-développés, qu'il a étudiés davantage dans une perspective historique qu'à l'aide de catégories théoriques telles que l'accumulation primitive, le mode de production asiatique, etc. De plus, dans ses articles destinés à la presse, sur la Grande-Bretagne et l'Inde, la guerre entre l'Amérique et le Mexique, la guerre civile américaine, etc., Marx qualifiait de « progressifs » le procès d'accumulation du capital et les secteurs où des formations sociales capitalistes s'étaient constituées et voyait dans la Grande-Bretagne l'image de l'avenir qui leur était promis. Rosa Luxemburg pour sa part, considérait l'intégration des économies « non »- et « pré »-capitalistes dans le procès d'accumulation de capital, nécessaire à la solution des problèmes internes de ce dernier. Pour Lénine, Trotsky et Staline, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, sans compter la Russie non-européenne, étaient la proie de l'expansion capitaliste qui faisait surgir dans l'immédiat, les problèmes des nationalités pour noyauter le procès permanent et ininterrompu de la révolution. La IIIème Internationale a subordonné à la fois l'élaboration théorique et la solution politique de ces questions à la construction du socialisme dans un seul pays et certains de ses héritiers aujourd'hui, poursuivent encore ce même objectif. Dans les années récentes, à la suite du remplacement du colonialisme par le néo-colonialisme, des luttes de libération nationale et, en certains pays, de la lutte pour la construction du socialisme, des questions sont posées de plus en plus sur l'étendue de l'accumulation de capital et sur la structure du système capitaliste, dans les termes suivants : les rapports de production « internes » ont-ils la primauté sur la circulation « externe » et les relations commerciales, et sont-ils déterminants ? Dans ce cas, quelles sont la nature, l'étendue et les combinaisons possibles entre rapports de production capitaliste et rapports de production non-capitaliste ? Quelle est la situation en ce qui concerne la possibilité d'une révolution socialiste ?

également dans le monde socialiste ». Cette remarque n'est certes pas fortuite. Déjà, dans sa résolution de 1966, le Comité Central du Parti Communiste Hongrois déclarait que « le nouveau mécanisme économique devrait établir un rapport étroit entre les marchés intérieur et extérieur. Il devrait augmenter le poids des influences provenant des marchés étrangers sur les marchés domestiques... ».

Si la production capitaliste, est une production de valeur d'échange, elle implique également la circulation ou l'échange de valeurs d'usage. L'accumulation capitaliste implique, (elle *est*) la reproduction élargie de valeurs d'échange à travers le cycle de réalisation de la valeur d'usage. « La circulation est elle-même un moment de la production puisque le capital ne devient capital que grâce à la circulation » (*Grundrisse*, T. II), et la circulation ne peut continuer à produire une valeur d'échange que si la production de valeurs d'usage reste constante. Ainsi, quelle que soit l'importance de la *production* de valeur d'échange (mais pas seulement de valeurs d'usage car elles sont également fondamentales pour tout système de production) pour l'accumulation capitaliste de capital, la réalisation de capital par le moyen de l'échange entre valeurs d'usage et valeurs d'échange au cours du procès de circulation constitue elle aussi une partie essentielle du procès de production et d'accumulation capitaliste – et devrait être essentielle dans la définition ou le critère de ce procès. Par conséquent, ni les rapports de production de la valeur d'usage ni la production de valeurs d'échange par le travail salarié ne peuvent, en eux-mêmes, fournir un critère suffisant pour expliquer l'existence ou la non-existence de la production et de l'accumulation capitaliste, car d'autres rapports, essentiels à la réalisation et à la re-production du capital et, par conséquent, à l'accumulation de capital, ne sont pas pris en considération.

L'extension du système capitaliste ou la mesure dans laquelle des activités économiques ou des formations sociales considérées sont incorporées dans le procès capitaliste d'accumulation de capital peuvent et doivent donc être étudiées en termes de rapports de production, d'échange et de réalisation de capital qui contribuent à ce procès d'accumulation. Pour mesurer l'extension de l'accumulation capitaliste et du système capitaliste, la question qui se pose en principe ne porte pas simplement sur les rapports existants de production en eux-mêmes et encore moins sur l'existence de travail salarié (ce dernier pouvant exister isolément sans contribuer à la reproduction et à l'accumulation de capital, alors que la production dans le cadre de rapports de production autres que ceux du travail salarié peut être – et est – échangée, réalisée comme capital et, par conséquent, elle peut contribuer et contribue en fait de manière importante à l'accumulation de capital, à tous les moments de son histoire). Dans la mesure où les rapports de production – en ce qui concerne l'échange et la réalisation – sont adoptés comme critère, c'est la *transformation* des rapports de production, de circulation et de réalisation par incorporation dans le procès d'accumulation de capital, qui devient en principe, le critère de l'existence du capitalisme quand bien même une transformation importante des rapports de production antérieurs n'ait pas été nécessaire, en certains secteurs de l'Inde et de la Chine, pour permettre à une partie de leur production de contribuer à l'accumulation de capital dans d'autres pays – jusqu'au moment où une telle transformation s'est révélée nécessaire. Dans la pratique historique, cependant, la participation au procès mondial d'accumulation de capital et la transformation des rapports de

production sont allées de pair, chacune nécessaire à l'autre – quoique la transformation des rapports de production pré-existants n'entraîne pas nécessairement l'établissement du travail salarié partout. Au contraire, l'incorporation dans le processus mondial d'accumulation de capital peut entraîner la trans-*formation* de rapports de production « non-capitalistes » ou l'utilisation des formes de production antérieures pour l'accumulation de capital, conjointement avec divers circuits de circulation.

Notre approche théorique de la diversité des formes qui contribuent au procès d'accumulation de capital et de l'inégalité de la structure du système capitaliste, les considérations qui vont suivre sur le procès irrégulier d'accumulation – de même que notre étude dans cette perspective du procès mondial d'accumulation de capital jusqu'aux années 1970 – visent à trouver une solution à certaines des polémiques sur l'importance du capitalisme dans lesquelles l'auteur de cet ouvrage a été entraîné – souvent contre son gré – dans le passé.

La question de l'importance du système global comme alternative aux unités d'analyse « idéales » – et souvent « idéalisées » – très largement utilisées dans les études sociales et historiques – le village, la tribu, la nation (l'Etat) ou le continent (européen) – et des caractéristiques passées ou présentes qu'on leur attribue, est facile à résoudre en principe. On peut ainsi soutenir que la plupart de ces unités d'analyse n'existent pas – et n'ont pas existé – et que ces unités ne peuvent pas être expliquées isolément l'une de l'autre ainsi que du procès historique mondial dans son ensemble (2).

Quelle que soit la difficulté, dans la pratique, de définir avec précision le rapport mutuel et déterminant de chacune de ces unités ou de l'une quelconque d'entre elles avec le procès historique mondial, on peut soutenir avec quelque raison que l'existence actuelle et les caractéristiques essentiels, les développements récents de la plupart de ces « unités » sociales, a été fonction fondamentalement de leur participation au procès mondial d'accumulation de capital et au système capitaliste mondial, plus récemment. Les premières étapes de la participation à ce procès de certaines de ces « unités » sont retracées à grandes lignes dans le présent ouvrage. De cette étude, il apparaîtra, par exemple, que le capital n'a pas tellement débordé les frontières des Etats pour devenir international, à une époque récente, compte tenu du fait que l'Etat national s'est constitué lui-même il y a longtemps en tant que produit marginal et « au service » du capital, dont l'existence et l'acumulation étaient déjà – et en vérité avaient commencé à être – internationales, avant la naissance de l'Etat-Nation. Nous tournant vers le présent, il est clair qu'il n'existe pas encore d'économie socialiste internationale et indépendante, ni de marché ou d'accumulation socialiste, ainsi que Staline l'avait voulu. La question qui demeure ouverte c'est dans quelle mesure les

(2) Problème traité dans mes études intitulées *Sociologie du développement et sous-développement de la sociologie* et *Fonctionnalisme et Dialectique*, (1969) ainsi que dans mon étude sur *Les problèmes théoriques de l'anthropologie économique* (1970).

pays socialistes sont-ils constitutifs de l'accumulation capitaliste et du capitalisme mondial.

Plus difficile encore est la question posée par ceux qui soutiennent que les rapports de production sont « internes » et par conséquent déterminants, alors que les rapports d'échange ou de circulation sont « externes » et superficiels et ne s'appliquent pas virtuellement à l'accumulation capitaliste et à sa définition . Le capitalisme – et encore plus la transition au capitalisme et les déterminants de son évolution – est-il donc confiné à certains centres d'activité économique, laissant la plus grande partie du monde pendant longtemps et encore aujourd'hui, hors du système capitaliste, avec, au plus, certains rapports d'échange avec les centres de production capitaliste, « externes » à la fois aux rapports de production capitalistes et non capitalistes. Ce n'est pas le cas, à notre avis. Sans nécessairement impliquer une telle formulation, la question de la production vs. la circulation, ressort de la priorité donnée par Marx dans son analyse de la détermination et du rôle essentiel des rapports de production (mais non de la valeur d'échange) qui sous-tend l'accumulation capitaliste, aux rapports d'échange les plus apparents et superficiels. Le problème de la priorité déterminante des rapports de production sur les rapports d'échange est posé dans la critique que fait Lénine des *Narodnik* dans la Russie des Tzars. Dans son ouvrage *Transition from Feudalism,* Dobb souscrit à l'explication de Lénine selon laquelle il s'agirait d'une transformation des rapports de production, supposés « internes » à la féodalité déclinante et au capitalisme naissant, ainsi qu'à certaines parties de l'Europe occidentale ; quant à Sweezy, sa thèse est « circulationniste », c'est-à-dire qu'il interprète la transition comme découlant de rapports d'échange supposés « externes » aux systèmes de production féodal et capitaliste, « externes » à l'Europe également ; ces auteurs soulignent l'importance de l'expansion commerciale de l'Europe et de l'incorporation de la production en particulier des économies minières du Nouveau Monde, dans le procès d'accumulation. La controverse entre Dobb et Sweezy, n'est-ce pas celle de la poule et de l'œuf (lequel est venu le premier) ? Dobb soutenait que la transformation des rapports de production « internes » en Europe – au Centre – est à l'origine de l'expansion commerciale de cette dernière alors que pour Sweezy, l'expansion commerciale « externe » de l'Europe – à la périphérie – serait à l'origine de la transformation des rapports de production féodaux en rapports de production capitalistes. Takahashi aurait tenté de trouver une solution qui pencherait davantage vers l'analyse de Dobb quand ce ne serait que du fait que pour le marxisme les contradictions « internes » déterminent les contradictions « externes ». (Ainsi, dans son étude sur la *Contradiction,* Mao Tse Tung écrit à l'appui de ce principe qu'avec une même quantité de chaleur appliquée de l'extérieur à un oeuf et à une pierre, un poulet émerge de l'oeuf et rien n'émerge de la pierre, la composition « interne » des deux étant différente) (3).

(3) L'auteur de cette étude a été traité de « Narodnik », de « circulationniste » ; des auteurs moins impliqués dans la tradition que Baran et Sweezy ont confondu capitalisme et échange – négligeant ...

En faisant porter l'analyse sur un procès « unique » d'accumulation et sur le développement d'un type unique de système capitaliste pour le monde entier, la question du caractère « interne » ou « externe » de la détermination des rapports de production, tout au moins en ce qui concerne le procès en lui-même, ne peut que demeurer sans réponse. La détermination est, bien entendu, « interne » des points de vue géographique et sectoriel, et dépend du lieu même où le procès se déroule. Elle doit être recherchée, scientifiquement, au sein même des activités humaines – compte tenu également des changements de population – et des rapports qui ont déterminé le procès et qui entrent dans son déroulement, sans exclure les conditions climatiques et autres circonstances physiques concernées (4). La primauté des rapports « internes » de production sur les rapports d'échange (« externes »), paraît moins évidente par contre, si on considère, comme il est proposé plus haut, la combinaison nécessaire des rapports « internes » et « externes » (production et échange) pour la réalisation et, par conséquent, pour la reproduction élargie et l'accumulation du capital – dans le cadre de deux types de rapports et de modes de production.

La controverse sur les modes de production capitaliste et autres a pris récemment une nouvelle vigueur en plusieurs parties du monde (5). On

---

quasi totalement la production. On m'a aussi reproché d'avoir soutenu que les rapports « externes » (à la périphérie) sont déterminants, et non les rapports « internes » (au centre). J'ai tenté une réponse partielle à ces critiques dans une réponse aux critiques (Frank, 1972). Quoique je convienne m'être trop attardé sur les rapports d'échange, je conteste les critiques qui m'accusent d'avoir entièrement négligé les rapports de production dans ma préface à l'édition remaniée de mon ouvrage *Capitalisme et sous-développement* (1969) et dans ma préface à mon ouvrage *Lumpen bourgeoisie* (1969-71).

(4) Cet ouvrage a pour objectif l'explication « interne » de ce procès mondial. Immanuel Wallerstein, dans un ouvrage intitulé *The Modern World System* (Vol. I, 4 vols. prévus) : *Capitalist Agriculture and the origins of the European World Economy in the Sixteenth Century,* New York, Seminar Press, 1973, traite également de ce problème.

(5) En Inde, *l'Economic and Political Weekly* a publié une longue controverse sur les modes de production dans l'agriculture indienne et les modes de production coloniale depuis 1971 (résumé dans Frank, 1973) et le *Journal for Contemporary Asia* a procédé à une étude similaire pour d'autres secteurs. En France, les « Recherches Internationales à la Lumière du Marxisme » et le Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes ont publié des ouvrages collectifs sur le second servage en Europe orientale et sur la féodalité, respectivement ; *La Pensée* publie d'autre part divers articles sur ce thème ; Amin, Meillassoux, Rey et d'autres ont publié des ouvrages importants faisant progresser notre analyse, notamment pour l'Afrique, du problème des modes de production ; Ahlers et d'autres, en Allemagne occidentale et Kossok en Allemagne orientale ont préparé de nouvelles analyses des modes de production en Amérique latine. En Amérique latine même, *Cuadernos del Pasado y Presente,* à Buenos Aires, *Cuadernos de la Realidal Nacional,* au Chili avant les évènements, *Estudios Centroamericanos* à San José (Costa Rica), *Historia y Sociedad,* dans la nouvelle série à Mexico, et *Ciencias Economicas y Sociales* à Caracas, ont dans les années récentes, consacré plus d'un millier de pages à l'analyse par Laclau, Sempat, Cardoso, Cordova, Semo, Cuevas, Barta et d'autres, des modes de production coloniale et des formations sociales diverses en Amérique latine et aux Antilles. Le plus ou moins commun dénominateur dans cette discussion, que nous adopterons ici, c'est que « les rapports de production » se réfèrent concrètement et au sens plus étroit aux « modes de production » ; qu'ils constituent un concept abstrait se référant à des combinaisons de type idéal d'un ou de plusieurs rapports de production avec les forces de production, et par conséquent également parfois, d'extorsion de la plus-value, et à la superstructure correspondante ; la « formation sociale et économique » se rapporte à une combinaison concrète donnée de rapports de modes de production et de la superstructure en un ...

s'accorde généralement pour récuser la formulation donnée par Staline du passage progressif des formes de vie communautaires à l'esclavage, de l'esclavage à la féodalité, de la féodalité au capitalisme, considérée comme un schéma non marxiste et sans rapport avec la réalité historique. De plus en plus, les modes et rapports de production pré-capitalistes qui subsistent encore, cessent d'être qualifiés de « féodaux » et d'« asiatiques ». On reconnaît l'existence d'une grande diversité de modes de production, sinon de rapports de production, ainsi que de combinaisons possibles entre ces divers modes et le mode de production capitaliste, dont un grand nombre sont préservés par incorporation dans le procès capitaliste d'accumulation de capital, de la production émanant de cette variété de rapports ou de modes de production « non-capitalistes ».

Quoiqu'il y ait un accord substantiel sur le fait qu'un seul mode de production peut prédominer – et domine les autres – en un même temps et lieu – il y a quelque désaccord sur le fait d'établir si ici ou là le mode de production dominant est en vérité le mode capitaliste. Il y a désaccord encore plus grand – peut-être parce que la prise de position sur cette question est en rapport direct avec la stratégie politique de libération nationale et la révolution démocratique et socialiste – sur les types de régions, d'activités de production et d'échange, de rapports de production ou de formations sociales qui entrent (ou qui n'entrent pas) dans le système capitaliste et son procès d'accumulation de capital, ou, pour dire les choses autrement, sur l'impact actuel du capitalisme ou de son impact en des temps et des lieux déterminés dans le passé. Soutenant que le capitalisme ne peut exister que là où la production est prédominamment assurée par le travail salarié, contestant cette catégorie aux centaines de millions de personnes travaillant dans l'agriculture en Inde et en Amérique latine, fait auquel vient s'ajouter l'existence d'environ une cinquantaine de millions de paysans non propriétaires et n'ayant aucun droit sur leur terre, certains prétendent nous amener à la conclusion que l'agriculture en Inde (Utsa Patnaik) et dans la plupart des pays de l'Amérique latine (Fernadez et Ocampo) est en régime féodal (et en aucune manière capitaliste) quoique, en même temps, on s'accorde à imputer à l'impérialisme cet état de fait. En termes du critère proposé plus haut, cette conclusion est, bien entendu, entièrement inacceptable. Ce postulat est la version extrêmiste d'une tendance à voir les rapports de production passés et présents en certaines parties du monde, en les isolant du procès mondial d'accumulation de capital et à ne tenir compte que d'une partie du procès capitaliste de re-production du capital.

En d'autres termes, sans contester ou négliger l'importance de l'analyse détaillée que d'autres font de la transformation des rapports de production en Europe et dans le passé, ou en d'autres parties du monde et plus

---

temps et lieu particuliers. Quoique les termes modes de production soient le plus souvent utilisés dans la controverse, nous préférons, nous servir toutes les fois que nous le pouvons, des termes « rapports de production, plus concrètement identifiables ».

récemment, nous soutenons que leur analyse en tant qu'elle porte sur une partie seulement d'un procès unique d'accumulation de capital dans le monde entier mérite également l'attention, et davantage encore qu'elle n'en a bénéficié jusqu'ici. Un grand nombre d'histoires économiques du « monde » non seulement omettent la plupart des modes de production et d'échange extra-européens (voire même, autres que de l'Europe occidentale, en vérité la plupart des pays qui ne font pas partie du Nord-Ouest de l'Europe) mais négligent la participation des activités de production et d'échange de ces pays dans le procès Européen, voire même mondial, d'accumulation et de développement ; ils omettent de considérer le rôle que les rapports de production et d'échange de ces derniers ont joué dans le système mondial en développement. L'hypothèse est ici que quelle que soit la réponse à nos questions, elle doit être cherchée là où le procès mondial d'accumulation s'est produit, aussi bien à la « périphérie coloniale » du système mondial, que dans les « centres métropolitains ». En vérité comme l'indique notre analyse de l'étape initiale de ce procès, certaines périphéries et certains secteurs des métropoles (en évolution) ont à des degrés divers participé à ce procès et à ce système. De plus, et nous sommes d'accord ici avec l'une des thèses fondamentales de Wallerstein, le rôle et la participation des diverses « semi-périphéries » intervenues dans le procès – à un moment, la péninsule ibérique et l'Europe de l'Est, plus tard les Etats-Unis et peut-être la Russie, à l'heure actuelle peut-être, les centres « sub-impérialistes » et/ou l'Union Soviétique et les économies socialistes de l'Europe de l'Est – n'ont pas reçu toute l'attention qu'ils méritent et demeurent encore assez peu pris en compte.

La tentative, comme on l'a proposé plus haut, d'examiner le procès de reproduction et d'accumulation de capital « à une échelle mondiale », pour reprendre la terminologie du titre d'Amin, et de rechercher « les origines de l'économie mondiale européenne », pour reprendre le sous-titre de Wallerstein, est l'objet de cette étude et nous entraîne à poser encore les questions suivantes (et à proposer des réponses possibles) sur l'étendue et la structure de la production capitaliste, de l'échange et de la réalisation.

Où et quand le capitalisme peut-il être trouvé ? Plus précisément, quelles parties de la terre (ou quelles activités de production proprement dites et quelles formations sociales) ont-elles participé à l'élaboration du système capitaliste ou au procès unique se déroulant dans le monde entier de l'accumulation de capital ? On sait que Marx a identifié l'existence du capital (et non du capitalisme ?) dans la « création d'un commerce et d'un marché embrassant le monde entier » à partir du XVIème siècle, « bien que nous rencontrions déjà les premières ébauches de la production capitaliste depuis les XIVème et XVème siècles, sporadiquement, en certaines villes de la Méditerranée » (*Capital,* Vol. I) ; ou dans « la transition du mode féodal au mode capitaliste de production » aux XVIème et XVIIème siècles (*Capital,* Vol. III) ; ou dans le développement du capital industriel en Angleterre et en certaines parties de l'Europe dans la première moitié du XVIIIème siècle. Certains veulent lui faire dire que des pays entiers en Asie, Afrique et

Amérique Latine sont encore aujourd'hui non touchés par le capitalisme. L'esclavage, par exemple, n'est pas du travail salarié. Ceci justifie-t-il d'interpréter que le système des plantations dans les provinces des Etats-Unis et dans les Antilles n'était pas esclavagiste, selon Marx, ou de lui faire dire qu'il l'était ? Un critère qui – contrairement à celui de la reproduction élargie et de l'accumulation de capital – ne nous entraîne pas à reconnaître que les plantations esclavagistes de sucre du Brésil au XVIème siècle, dans les Antilles aux XVIIèmes et XVIIIème siècles, les plantations de coton au Sud des Etats-Unis au XIXème siècle, étaient parties intégrantes d'un seul système et d'un unique procès historique, au sein duquel elles ont contribué matériellement à l'accumulation primitive – plus tard industrielle – de capital concentré en des lieux donnés du système et à des moments divers du procès, ce critère peut être contesté comme inadéquat, à notre sens. Cela signifie-t-il que les esclaves noirs évadés et les petits agriculteurs propriétaires qui pratiquaient une agriculture de subsistance aux frontières des plantations, étaient « extérieurs » au système capitaliste ? Si les économies d'Amérique se servant d'esclaves faisaient partie intégrante du système et contribuaient fondamentalement à son développement, les sociétés productrices d'esclaves d'Afrique « à exportation unique », n'étaient-elles pas elles aussi également ou d'autant plus, des parties – fondamentales même – et des participants au procès d'accumulation ? Bien entendu, elles l'étaient. Mais exactement dans quelle mesure (à l'intérieur de l'Afrique) le commerce des esclaves et la chasse aux esclaves se sont-ils étendus pour incorporer les sociétés pré-capitalistes dans le procès mondial d'accumulation ? Indépendamment du mode de production « colonial » où elles ont pris naissance et où elles ont été imposées, dans les activités minières au Mexique, au Pérou et à Minas Gerais et, à partir de ces dernières, aux territoires voisins, à leurs peuples et formations sociales, ces « coutumes » ont participé matériellement aux mêmes système et procès. Cela veut-il dire que le Mexique entier, le Pérou et autres territoires et peuples voisins étaient déjà, au temps des colonies, parties intégrantes du système mondial (s'ils n'en embrassaient pas toutes les activités) ? Les activités minières, les activités agricoles, dites primitives, et autres activités de production, constituaient-elles des enclaves des grandes métropoles dans les territoires d'outre-mer ? Si ou, pourquoi ces derniers ont-ils imposé leur procès de développement et élaboré peu à peu leur propre procès d'accumulation, en partie autonome, sinon indépendant ?

L'Empire Ottoman a joué un rôle important dans le commerce avec l'Orient et avec l'Afrique et son expansion au XVème siècle a entraîné la découverte de l'Amérique. Les deux sont intimement liés au passage de la féodalité au capitalisme en Europe occidentale. Aux XVème et, en particulier XVIème siècles, les régions en bordure du nord de la Méditerranée ont également développé considérablement leur commerce avec ces continents. Au XVIIIème siècle, le secteur méditerranéen tout entier, c'est-à-dire, les pays en bordure du Sud de l'Europe, de l'Afrique du Nord, du Moyen Orient, ainsi que les pays de l'Asie Occidentale, ont une fois de plus perdu cette place

prédominante. Si la participation du Sud de l'Europe au développement capitaliste s'est alors ralentie, les peuples ottoman et arabe ont-ils cessé de jouer un rôle dans le système ? Il semble plus probable, à notre avis, qu'ils aient marqué une pause dans leur évolution, orientée par les différences de leur structure interne (cf. Amin) assez analogue à celle que connaissent d'autres secteurs dans l'histoire récente. Les mêmes augmentations de la production et du développement commercial enregistrées dans les régions mentionnées plus haut, n'ont cependant pas nécessité, donné naissance à, ou imposé de transformations fondamentales du mode de production en Asie du Sud et du Sud-Est, jusqu'à la deuxième moitié du XVIIIème siècle et au-delà : malgré leur participation active au développement de la production dans les territoires de ces sous-continents, la Chine et le Japon, par exemple, sont demeurés entièrement – ou considérablement – à l'écart de ce procès et de ce système jusqu'à la moitié du XIXème siècle. A notre avis, ces territoires sont demeurés longtemps non-intégrés – ou ne l'ont été que très marginalement – au processus d'accumulation du capital, même si certains d'entre eux, et en particulier l'Inde, y ont apporté quelque contribution dès avant leur incorporation dans le processus. Au-delà de la question « européocentrique » : « pourquoi ne nous ont-ils pas colonisés ? » on peut également se demander dans quelle mesure et si le sacrifice des travailleurs « indiens » des mines d'argent du Mexique et du Pérou, ou des esclaves africains dans les plantations des Antilles – la transformation ou l'élaboration de rapports de production dans ces secteurs – n'ont pas, à une première étape rendu inutile (ou retardé) la transformation des modes de production « asiatiques » pour l'imposer ensuite avec plus d'urgence et mettre fin au sacrifice du travailleur indien en Inde.

A partir du XVIème siècle, l'Europe orientale a vécu une seconde période de servage tandis que l'Europe occidentale se libérait de plus en plus de sa première période de servage. Les nouveaux « serfs » de l'Europe orientale qui ont assuré la production de céréales et de matières premières dans cette région ont permis de parer à la pénurie en Europe occidentale où les récoltes avaient servi à nourrir les troupeaux de moutons dans les bergeries, les paysans ayant afflué dans les villes pour y respirer l'air de la liberté au moment du passage de la féodalité au capitalisme. L'argent américain et les épices importées d'Extrême Orient ont servi à payer les propriétaires terriens de l'Europe orientale.

La Russie ne semble pas avoir participé à ce processus, du moins jusqu'au règne de Pierre le Grand. Pouvons-nous fournir une explication à ces développements proto – capitalistes ou capitalistes ? « Et pourquoi n'est-ce pas eux qui nous ont colonisés ? » pour retourner un défi ethnocentrique à l'ethnocentricité ? Pourquoi les Chinois qui, au XVème siècle envoyaient des flottes marchandes de 200 navires – dont chacun plus grand que ceux que les Européens ne devaient voir que bien plus tard – en Afrique du Sud, n'ont-ils pas poursuivi leur développement commercial et imposé leur loi dans le commerce outre-mer ? Ils ont, au contraire, freiné le commerce et les

activités de leurs marchands pour des raisons « internes ». Pourquoi les Indiens dont le savoir-faire technique dans le traitement du coton était le plus avancé du monde et dont les exportations de textiles étaient, de loin, les plus fortes jusqu'aux années 1880, n'ont-ils pas fait leur révolution industrielle ? Voici ce qu'en pense Ernest Mandel : (communication personnelle, 19 janvier 1975) :

> « Vous connaissez ma réponse : parce que l'agriculture la plus avancée à l'Est a entraîné une croissance plus élevée de la population, des travaux d'irrigation ont dû être entrepris d'urgence. D'où, la centralisation des surplus agraires ; d'où, la faiblesse politique de la bourgeoisie ; d'où, procès inégal (irrégulier) d'accumulation primitive. A l'Ouest, une plus faible productivité de la force de travail dans le secteur de l'agriculture, un chiffre de population moins important, ont permis la parcellisation du pouvoir politique, permettant ainsi l'apparition d'une bourgeoisie politiquement plus forte ainsi qu'un tournant important au XVème siècle dans l'accumulation de capital qui de discontinue est devenue continue... »

Quel que soit le cas – et la question demeure ouverte malgré les observations de Mandel, de Barrington More, d'Amin et d'autres – Max Weber à reconnu lui-même, dans son étude comparative des sociétés orientale et occidentale et de leurs religions, que la réponse n'est pas d'ordre « éthique » ou « spirituel » mais qu'il faut la chercher dans les forces et rapports de production et d'échange ainsi que dans l'organisation politique de la société qui s'y associe. Les mêmes circonstances qui ont empêché antérieurement le développement capitaliste et son expansion à l'Est, ont fourni à cette région la capacité de résister longtemps à l'incursion économique et politique co-militaire de l'Ouest et/ou ont fait d'une telle incursion une entreprise trop coûteuse et pas assez séduisante pour permettre son implantation ailleurs que dans des points isolés de la côte du Sud-Est asiatique, bien entendu structurellement différents, avant la fin du XVIIIème et le commencement du XIXème siècle.

III. IRREGULARITE DES STADES, CYCLES ET CRISES DANS L'ACCUMULATION DE CAPITAL

Une autre série de questions concerne l'irrégularité temporelle du procès d'accumulation de capital et de développement capitaliste. Nous nous trouvons à nouveau devant le problème de phases, de stades ou d'époques distincts de ce procès, devant le problème aussi de la transition des uns aux autres. De plus, en rapport avec cette question, il nous faut encore observer et analyser les fluctuation ou cycles, courts, moyens et longs, du procès d'accumulation. Si, au cours des siècles qui ont précédé la révolution industrielle, il s'est produit ce que l'on appelle une accumulation primitive (au cours de la pré-histoire du capital), comment les points de départ de cette histoire pré-capitaliste, ses propres phases de transition et sa transition à l'accumulation capitaliste et au développement se rattachaient-ils les uns les autres de manière à ce que des fluctuations ou des cycles dans le procès dit « accumulation primitive » puissent être observés ?

Nous joignant ici à certaines interprétations de l'histoire, nous proposons l'hypothèse d'un double tournant ascendant et descendant, pour ne pas dire, d'une « vague », d'une fluctuation ou d'un cycle, observable dans l'expansion provoquée par les Croisades des XIIème et XIIIème siècles, à laquelle aurait succédé la courbe descendante des XIVème et XVème siècles, ses convulsions socio-économiques et démographiques. Il semble qu'il se soit produit une récupération économique en certaines parties de l'Europe, dès le commencement du XVème siècle et au cours de la plus grande partie du XVIème siècle, dont la découverte, la conquête et l'exploitation de l'Amérique n'ont été qu'un aspect. Ces hypothèses peuvent-elles être défendues, et si oui, impliquent-elles que l'accumulation, dite primitive, ait commencé, en un sens, déjà au cours de ces siècles ?

S'il y avait eu des fluctuations économiques pré-capitalistes – voire même « pré »-pré-capitalistes – dans quel sens ont-elles été associées au procès, pour ne pas dire, au cycle d'accumulation, à un moment où il n'y avait pas de cycle industriel et capitaliste d'accumulation de capital ? Ces hauts et ces bas étaient-ils totalement des fluctuations dûes a des hasards, ou des reflets de fluctuations démographiques d'origine climatique – qui ne devraient pas être appelées « cycles » du fait que les montées et chutes observées dans la courbe n'étaient pas pré-déterminées. Dans la mesure où les longues courbes étaient reflétées dans les prix, étaient-elles seulement comme Braudel et Spooner semblent vouloir le soutenir dans l'ouvrage intitulé *Cambridge Economic History,* des variations de prix, et au-delà de ces dernières, davantage que cela ? Et *quoi* de plus ? Pouvons-nous distinguer de longues courbes dans la production ou dans les taux de croissance de la production ? Pouvons-nous, pour aller plus loin, trouver des fluctuations dans les investissements et même dans la rentabilité qui pourraient être dénommées cycles, du fait que la courbe descendante est *causée* par la courbe ascendante elle-même ? Dans ce cas, peut-on faire l'hypothèse, comme nous le proposons, qu'il s'agissait de cycles montants et descendants dans le procès d'accumulation ou dit d'accumulation primitive du capital marchand ? Les courbes descendantes, et en particulier les crises, ont-elles apporté avec elles des désajustements qui ont permis et/ou imposé des réajustements dans les rapports économiques, y compris de production, de sorte que nous puissions soutenir, comme nous le faisons, que les crises économiques, même durant la pré-histoire du capital industriel, ont déjà joué un rôle cathartique fondamental dans le développement du procès d'accumulation par le biais de transformations dans les rapports de production et d'échange ? Enfin, quand bien même le cycle de reproduction du capital industriel n'était pas encore établi, est-il légitime de soutenir, comme nous nous sentons enclin à le faire, que le procès d'accumulation avait commencé déjà avant la révolution industrielle ? Dans ce cas, comment ce procès d'accumulation peut-il être comparé avec le cycle du capital industriel ou peut-il en différer ?

Le procès historique d'accumulation du capital ainsi que le développement capitaliste sont intervenus par phases ou stades. Bien entendu, ces

phases n'ont pas d'existence indépendante du procès en lui-même, et le procès n'existe pas sans ces phases. De même, le procès d'accumulation et ses phases de développement ont été pendant un temps, inégaux, dans le sens où ils ont connu des courbes montantes importantes et des courbes descendantes plus brusques, éléments faisant partie intégrante du procès. Il est, semble-t-il, possible de distinguer, comme nous avons tenté de le faire, des courbes économiques longues ascendantes et descendantes ; mais le procès d'accumulation est également marqué par des fluctuations et des cycles « moyens » et « courts ». Bien entendu, ces derniers font eux aussi partie intégrante des courbes plus longues également, car des évènements quotidiens et momentanés, sont aussi des aspects intégraux de ces dernières et de l'ensemble du procès historique. C'est-à-dire que l'histoire ou l'un quelconque de ses cycles, n'a pas d'existence réifiée indépendante des évènements multiples qui la composent ; et les évènements et leur apparition irrégulière, ne prennent pas place hors de l'histoire (6). Ceci nous oblige à nous demander quels évènements, quelles régularités, quels types d'irrégularités et quels cycles économiques nous voulons choisir pour observation et étude. Ceci dépend, bien entendu, de ce que nous voulons faire. Un chercheur qui s'intéresse à l'immédiat peut s'intéresser surtout aux fluctuations de détail du marché des échanges. Au cours de ce que l'on appelle les cycles d'inventaire, des inventaires sont constitués et étudiés. Dans les cycles d'affaires « classiques, de type « Juglar », de huit à dix ans, les investissements sont accélérés et décélérés, utilisant essentiellement la même technologie et les mêmes rapports de production. La détermination des cycles varie pour les cycles de 18 à 20 ans de type dit « Kuznet ». Les changements majeurs et les transformations dans le procès d'accumulation de capital, incluent, bien entendu, tous les cas mais ils semblent particulièrement reliés aux innovations dans la technologie ou aux forces de production ainsi qu'aux transformations des rapports de production associées aux « longues vagues » de Kondratieff (quoique ceci n'implique pas que l'on accepte sa théorie des cycles) ou à des séries de ces cycles et à la transformation du mode de production d'un stade

(6) Ainsi, Pierre et Huguette Chaunu observent dans leur étude classique à cet égard : « L'économie de l'Amérique Atlantique du Sud Espagnole... est ainsi une économie de longues phases, ces longues phases si chères au cœur des historiens français. Il est, cependant possible de discerner au sein de ces grands mouvements – d'abord la naissance, ensuite la dénivellation ou le déclin – une série... de fluctuations cycliques à court terme dans les économies du XVIème et même XVIIème siècles : fluctuations qui, en l'absence de statistiques peuvent être devinées, plutôt que perçues. Les fluctuations cycliques apparaissent entre les années 1504 à 1650 ; de 1590 à 1650, un cycle de près de 10 à 11 ans peut être clairement distingué, se prolongeant légèrement au-delà de la décennie – la phase déclinante correspondant approximativement à la première moitié de la décennie, la phase ascendante, à la seconde moitié. Il reste à voir ce que ces brèves fluctuations impliquent.... Il n'est pas non plus impossible qu'entre les fluctuarions de 10 à 11 ans et les fluctuations s'étendant sur cent années (phase ascendante de 1508 à 1620, phase descendante de 1620 à 1680) on ne puisse découvrir des fluctuations intermédiaires de 12 à 20 années, ou plus longues, selon la période, les fluctuations connues des historiens de l'école française, comme fluctuations interdécennielles »... Pour résumer, il n'y a pas de règle d'or pour déterminer les fluctuations courtes et moyennes dans l'économie atlantique espagnole de 1504 à 1650 (Chaunu, p. 122-23).

du développement à l'autre. Ce sont ces derniers, et dans leur contexte, les périodes de crise économique et politique, qui ont été étudiés avec le plus de soin dans cet ouvrage. Mais ceci soulève la question, bien entendu ; ces courbes longues existent-elles vraiment, étant donné que leur existence a même été contestée pour notre temps ? si elles existaient – et comment ont-elles pu exister – avant l'avènement du capitalisme industriel ; et comment a-t-on prétendu les identifier comme « longues » d'un siècle et plus, durant la pré-histoire du capital ?

Plus concrètement, en quel sens y a-t-il eu « un XVIIème siècle de dépression » ? Comparativement à l'expansion inégale antérieure, la plus grande partie du XVIIème siècle a connu très visiblement, un déclin dans la production de l'argent et dans l'augmentation de la monnaie, de longues périodes de déflation, un commerce transatlantique très réduit, un développement moins important ou plus lent du commerce avec l'Orient et peut-être une production plus faible ou un taux de croissance de la production moins élevé. Certainement, il s'est produit des crises économiques et politiques plus longues et plus graves. Le secteur méditerranéen, le Portugal, l'Espagne, l'Italie et l'Empire Ottoman qui avaient connu une élévation du niveau économique au XVIème siècle, connaissaient alors un déclin, qui à plusieurs égards, est resté absolu et permanent jusqu'à ce jour, par rapport à celui du Nord-Ouest de l'Europe (7).

Pourquoi alors la Méditerranée a-t-elle connu un déclin ? Nous avons proposé quelques hypothèses, mais elles ne vont pas bien loin. Les régions

(7) D'autre part, les Chaunu écrivent encore : « Il n'y a pas non plus, ici, et sur ce point, nous désirons conclure, un *unique* cycle économique pour l'Atlantique espagnol. Il existe plusieurs cycles économiques dont l'Atlantique espagnol est au plus une résultante. L'espace économique du XVIème siècle et plus encore, celui du XVIIème, était certainement beaucoup plus fragmenté que celui du XXème, et a fortiori, du XIXème ». (Chaunu, p. 123). Et le spécialiste de la région française du Languedoc, Le Roy Ladurie, objecte : « ... il est juste, en parlant d'une telle période, de se servir de phrases attrapes telles que « la crise du XVIIème siècle ; ou de parler du renversement de la conjoncture, à partir des premières décennies du siècle ? De telles expressions sont parfaitement valables en ce qui concerne la conjoncture coloniale espagnole en Amérique latine. Elles le sont également en ce qui concerne la Castille et l'Italie. Quelques décennies plus tard, elles s'appliqueront à l'Allemagne et à la Bourgogne dévastées par la Guerre de Trente Ans. Mais au-delà de ces limites géographiques, si larges soient-elles, une simple extrapolation est impossible. On ne peut même pas affirmer que la conjoncture méditerranéenne dans son ensemble corrobore la thèse d'un changement d'orientation dans les années 1620 : une brève crise violente, oui. Un ralentissement démographique (à partir du dernier tiers du XVIème siècle), sans nul doute ; une dépression universelle « séculaire », non, du moins pas encore ; parce que la Provence, le Languedoc, la Catalogne – l'ensemble du littoral méditerranéen allant du Golfe de Lion, de Tarragone, à Toulon, ont échappé au renversement radical de la conjoncture économique et pris désormais un caractère péninsulaire, méditerranéen, constitué une perspective européenne, presque marginale. Sur le littoral plus au nord de la Méditerranée, la conjoncture a perdu de son intensité, elle a changé de rythme, elle ne s'est pas inversée... » (Le Roy, p. 146, version anglaise). Je soutiendrai, au contraire, que le propre texte de Ladurie suggère que la conjoncture n'était pas, après tout, si « marginale », moins encore, si nous observons qu'elle s'est manifestée en Angleterre, au Portugal et dans la Méditerranée orientale, ainsi qu'en certains pays de l'Europe de l'Est également. Il est implicite à ce procès que les crises affectant divers secteurs et régions inégalement et même à des niveaux divers, permettent à certains d'entre eux des avantages relatifs sur d'autres – parfois même des avantages absolus.

méditerranéennes sont-elles devenues moins concurrentielles ? Etaient-elles, en réponse à une baisse générale dans la demande, tout au moins des marchandises se prêtant au commerce international, moins capables de réduire les coûts de production et d'entreprendre les changements sociaux dans les rapports de production et/ou les changements technologiques dans les forces de production, nécessaires pour rester concurrentielles ? Dans les cités italiennes, on a émis l'hypothèse, par exemple, que l'opposition effective des corps de métier s'opposait à ces changements. Qu'est-ce qui empêcha ces derniers en Espagne et au Portugal, où l'Etat était relativement fort ? Au Portugal, peut-être, cette force relative de l'Etat était annulée par les concessions économiques consenties à la Grande-Bretagne en échange de sa protection politique contre l'Espagne. Et dans le cas de cette dernière ? Une partie de la faiblesse économique de l'Espagne et de sa politique économique « anti-nationale » peut être retracée – mais déjà au XVIème siècle – aux Empereurs Habsbourg qui l'ont gouvernée ; ces derniers étaient de manière permanente, lourdement endettés auprès des banquiers pour financer leurs guerres européennes.

Revenant à la question de la concurrence internationale, les coûts de production, pour les textiles, par exemple, étaient-ils supérieurs au Sud de l'Europe à ceux au Nord de l'Europe ? L'inflation du XVIème siècle avait été plus sévère au Sud (qui était plus proche des sources d'argent) qu'au Nord, les prix s'élevant davantage au Sud qu'au Nord et encourageant les exportations du Nord au Sud. Mais dans la mesure où l'inflation était un instrument important dans la baisse des salaires effectifs, n'avaient-ils pas baissé davantage au Sud de l'Europe qu'au Nord ? Qu'est-ce qui explique la différenciation croissante du Nord de l'Europe au cours du XVIIème siècle également ? L'Allemagne avait été sortie du jeu par la Guerre de Trente Ans (8). Mais cette guerre elle-même a-t-elle été la cause du déclin de l'Allemagne ; ou bien, comme nous sommes tenté de le croire, n'a-t-elle pas été davantage la conséquence de ce déclin ? La Hollande a vécu au XVIIème siècle son « siècle d'or » mais grâce à son commerce (l'expansion hollandaise en Orient s'est faite davantage au dépens du Portugal et n'a pas représenté la croissance absolue du commerce Européen) et aussi en partie au dépens de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne du Nord et elle ne s'est pas poursuivie au-delà du siècle. Mais pourquoi ce commerce – ainsi que la finition par les Hollandais des tissus fabriqués en Angleterre – ne s'est-il pas traduit en développement de la production, compte tenu également de la capacité productive et de l'expérience dans la finition des textiles dans les régions flamandes (aujourd'hui la Belgique) ? Pourquoi, finalement, la Grande-Bretagne qui au début du siècle ne pouvait même pas concurrencer la

(8) On a cependant prétendu que la guerre de trente ans n'a pas entraîné un déclin économique persistant dans les pays où elle s'est déroulée... En Allemagne, également, l'industrie s'est rétablie très rapidement... cependant elle a modifié son organisation en retournant à des formes plus primitives (Topolsky).

Hollande, était-elle à la fin du siècle en mesure de défier la France – beaucoup plus vaste – et de poursuivre cette trajectoire pendant tout le XVIIIème siècle en battant sa rivale, la France ? Le développement des « nouvelles draperies » a été un des facteurs de ce succès, en même temps que les révolutions bourgeoises de 1640 et de 1688, les *Navigation Acts* dirigés contre la Hollande. C'est-à-dire, la manufacture britannique et le commerce d'outre-mer ont pu compter de plus en plus sur l'appui efficace d'un Etat de plus en plus fort. Mais la France de Louis XIV n'avait-elle pas, elle aussi, un Etat fort : « l'Etat, c'est moi » ? Colbert n'a-t-il pas réalisé l'archétype de l'Etat mercantiliste s'appuyant sur le commerce avec les pays outre-mer ? Une des réponses est que Colbert n'aurait représenté que les intérêts relativement faibles des marchands et des fabricants contre les intérêts solidement ancrés sur le continent défendus par le Ministre de la Guerre de Louis XIV. Et si en Angleterre les intérêts des marchands et des fabricants (et les conflits d'intérêt entre ces derniers ?) ont avec tant d'efficacité après Cromwell, pris le dessus, alors pourquoi la glorieuse révolution bourgeoise de 1688 ?

Revenant au problème des longues courbes cycliques dans la production de l'argent et de l'or, dans les prix, voire même dans la production et les investissements en général, la baisse dans la production de l'acier et l'augmentation de la circulation fiduciaire a-t-elle été la cause de la dépression ou s'agit-il plutôt d'une conséquence d'un cycle pré-existant de *sur* – et *sous* – accumulation ayant sa détermination ailleurs mais bien au sein du procès d'accumulation lui-même ? Et pourquoi cette remontée inégale du XVIIIème siècle ? S'il y a eu un « cycle d'investissements, comment cela s'est-il produit ? Et dans ce cas, comment le procès de l'accumulation dite primitive diffère-t-il de celui de l'accumulation capitaliste ?

Laissant de côté la première moitié du XVIIIème siècle, nous pouvons nous tourner vers quelques questions d'importance majeure soulevées par l'analyse de la période 1761/3 à 1790/93, en termes d'une longue crise portée par une « courbe descendante » qui aurait entraîné dans son cours, non seulement l'Amérique et la France, mais aussi, la révolution « industrielle ». Une première question, bien entendu, est : peut-il être établi avec quelque rigueur qu'il s'est produit un tournant économique vers la baisse (et à partir de quoi ?) au cours de ces trois décennies ? S'est-il produit un ralentissement de la production et également des investissements commerciaux productifs ou, tout au moins commerciaux ? On a des preuves qu'il y a bien eu baisse, au moins, dans la rentabilité de l'économie britannique dans le monde à ce moment-là ; et qu'une tentative a été faite de réagir contre cette baisse par des mesures telles que l'augmentation du papier monnaie mis en circulation par la Banque d'Angleterre. La production d'or est tombée et vers la fin du siècle la production et la fourniture d'argent commença à remonter avec vigueur de nouveau. L'une de nos hypothèses est que dans toute crise économique majeure, le procès d'accumulation en vient à dépendre de manière importante et critique de l'augmentation considérable de la sur-

exploitation et de l'accumulation dite primitive. Cette tendance apparente semble s'être reflétée après 1760 dans l'accélération considérable du mouvement de repli en Grande-Bretagne (cf. l'ouvrage d'Olivier Goldsmith, *Deserted Village*) et par le pillage du Bengale après la Bataille de Plassey (1757).

Les deux représentent des augmentations massives d'accumulation primitive, mais le premier facteur a cependant donné naissance au travail salarié et le deuxième, non. Pouvons-nous dire que ces changements et d'autres dans les rapports de production et dans le montant de capital amassé représentent des ajustements provoqués par la crise dans le procès d'accumulation de capital qui a suivi une sur-accumulation antérieure par d'autres voies ? Si l'accumulation antérieure, du milieu du siècle et au-delà, avait perdu son souffle et entraînait des taux de rentabilité plus bas, ceci s'est-il seulement produit dans le domaine du capital marchand ? Ou bien, le capital productif investi, par exemple, dans les plantations de sucre outre-mer et dans l'agriculture domestique et certaines lignes de fabrication en Europe, était-il lui aussi affecté par une crise de rentabilité ? (Il est certain que les plantations de sucre dans les Antilles appartenant aux Anglais commencèrent à connaître le déclin après 1763, mais les plantations appartenant aux Français commencèrent à connaître alors leur « âge d'or », pour être reléguées dans l'oubli après la révolution à Haïti, qui a suivi peut-être une sur-exploitation de l'île par les Français, après qu'ils eurent perdu tous leurs atouts en Inde, en Amérique du Nord et en Afrique – Cf. Paix de Paris, 1763). Mais, encore une fois, si ces évènements représentent déjà des fluctuations cycliques dans les investissements productifs, comment se fait-il que la pré-histoire du capital diffère de son histoire qui commença avec la révolution industrielle ? Et quelles étaient les « causes de la révolution industrielle » ?

Une partie des causes de la Révolution Industrielle doivent être recherchées dans la crise économique, après 1761. Mais on peut nous objecter – et on l'a fait – que même si toutes les autres questions sur la période qui a suivi 1760 pouvaient recevoir une réponse satisfaisante, une transformation aussi importante dans l'histoire du monde que la révolution industrielle, peut difficilement être imputée à une prétendue crise économique de trente années. Peut-être, mais cela n'est qu'une hypothèse, la crise s'est-elle accélérée et a rendue définitive une transformation déjà en train, plus tôt, au XVIIIème siècle et antérieurement encore. On n'a pas encore d'explication d'ensemble entièrement satisfaisante des causes de la révolution industrielle.

IV. LUTTE ININTERROMPUE DES CLASSES DANS L'ACCUMULATION CAPITALISTE

« L'histoire de toutes les sociétés est l'histoire de la lutte des classes », ont écrit Marx et Engels dans le *Manifeste Communiste*. Néanmoins, malgré des études nombreuses de plusieurs de ses aspects et malgré la prédominance des manuels d'histoire politique, l'histoire réelle de la lutte des classes reste un des domaines les moins traités – parmi divers autres – par l'historiographie

marxiste sociale et politique. En particulier, l'analyse de la formation des classes et de leur lutte en ce qui concerne le procès d'accumulation de capital dans son ensemble, nous paraît insuffisante.

Nous nous bornerons ici à quelques observations isolées et superficielles et à quelques questions sur l'accumulation de capital, la formation des classes (et leur composition), sur leurs conflits et luttes, d'ordre idéologique, religieux, politique ou révolutionnaire.

Le procès, inégal et irrégulier, d'accumulation a été à la fois la cause et la conséquence d'une différenciation croissante des forces et des rapports de production, et ces derniers des différences dans la composition et les intérêts des classes. Par exemple, des variations relativement faibles dans les circonstances sociales et de production entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest au Moyen Age ou dans l'expansion économique au XVIème siècle ont permis et eu pour conséquence le déclin du servage et le développement de certaines fabrications dans quelques parties de l'Europe de l'Ouest, tout en donnant naissance à ou en renforçant une classe de propriétaires terriens en Europe de l'Est dont les intérêts, opposés à un tel développement, étaient liés au contraire à la production massive de céréales pour exportation à l'Europe de l'Ouest ; en l'absence d'une opposition urbaine suffisante – les paysans ont été mis en situation d'un « second servage ». Dans le Nouveau Monde également, grâce au trafic d'esclaves en Afrique, le rôle important de l'organisation locale de la production dans la division internationale du travail, a permis le développement d'une classe puissante d'entrepreneurs dans les domaines de la production, du commerce, de la politique et militaire, et de « fonctionnaires » (la distinction était difficile à faire) dont les intérêts économiques immédiats s'associaient à la production et au commerce pour et avec l'Europe au dépens des populations locales – et non au développement autonome des régions intéressées comme c'était le cas en Asie et en certains secteurs de l'Afrique. On voit moins bien comment et pourquoi ces intérêts métropolitains et locaux ont si bien réussi à s'imposer en même temps que leur ordre économique, social et politique malgré l'opposition constante, active et violente des secteurs opprimés et exploités de la population, dont les groupes dominants qui ont écrit l'histoire ont peu retenu les manifestations. En Europe elle-même, ce procès de différenciation et de création d'intérêts conflictuels était, bien entendu, loin d'être uniforme et il est à l'origine de son histoire agitée et de ses conflits internes et externes.

Comme Marx l'a observé, la force et la violence ont été les accoucheuses de ce procès, et une grande partie de cette force et de cette violence a été organisée et institutionnalisée par l'Etat dont la principale raison d'être reste cette fonction ainsi que par le soutien d'une classe sociale et d'un secteur au dépens d'un autre. Quoique peut-être insuffisamment étudiée, l'importance de l'Etat dans le système colonial, dans la métropole et dans la colonie, ainsi que dans le système mercantile et dans les guerres commerciales s'impose à l'évidence. Mais, comme Smith lui-même – bien que tous ceux qui lui reconnaissent la paternité de leur discipline ne s'accordent pas à ce sujet. –

l'a souligné et Marx réitéré, l'apparition et l'action de l'Etat a joué un rôle également fondamental dans le développement du capitalisme « domestique » ou « national », soit en renforçant la séparation du producteur d'avec ses moyens de production, la disposition d'une force de travail capable de produire la plus-value – sans parler de « plus-value additionnelle » – soit encore par le vote de lois et de mesures qui permettent ou facilitent la réalisation de la plus-value par le capital. Le développement de l'Etat, et en particulier de l'Etat absolu au XVIIème siècle, n'a pas pris place – comme l'écrit Wallerstein, p. 136 sq. – avant l'échec des tentatives de constitution d'Empires, en particulier celle des Habsbourg. Mais dans la mesure où les choses seraient ainsi – on peut aussi faire la suggestion (quoique pour Wallenstein cela soit en vérité impossible) que l'échec de l'Empire lui-même était en partie occasionné par la fin de l'expansion économique. De même, on peut émettre l'hypothèse que l'apparition d'un Etat fort avec une souveraineté « nationale » plus limitée, a été le résultat de la dépression économique du XVIIème siècle, et en France, déjà depuis la fin du XVIème siècle, qui a imposé le ralentissement économique et exacerbé le conflit économique, social et politique au sein des régions voisines et des groupes économiques en même temps qu'il les mettait en rivalité pour l'accès à des possibilités plus limitées auprès d'autres « nations » en formation. Louis XIV et Colbert d'une part, Cromwell et le *Long Parliament* de l'autre, étaient des conséquences de la Dépression du XVIIème siècle, même s'ils n'ont pas été les seules solutions possibles. Les politiques « nationalistes » de leurs Etats étaient les réponses, à des moments de difficultés économiques, de compromis et d'arbitrage entre des groupes d'intérêt en rivalité et la conversion des intérêts du vainqueur en politique nationale et de l'Etat. Ceci était surtout évident dans les alliances internationales encore plus commercialement motivées, ainsi que dans les guerres entre les Anglais et les Hollandais, les Anglais et les Français et les guerres d'Espagne des XVIIème et XVIIIème siècles. Parmi ces dernières on peut distinguer entre les guerres « offensives » ou campagnes militaires inspirées par la diplomatie internationale au cours des périodes de croissance économique et les guerres « défensives » des moments de dépression économique. Le rôle des guerres religieuses et de succession dynastique, ainsi que de toutes les guerres, dans le procès mondial d'accumulation de capital requiert, bien entendu, beaucoup plus d'étude.

Le rapport des conflits idéologique et religieux et du procès d'accumulation de capital – avec son incidence inégale et son rythme irrégulier – exige lui aussi une étude plus systématique. Bien entendu, dans le contexte du matérialisme historique, le postulat de Tawney (*Religion and the Rise of Capitalism*) selon lequel les conditions du capitalisme fournissent le contexte de la religion – est plus convaincant que celui de Max Weber dans son ouvrage *L'Ethique Protestante et l'Esprit du Capitalisme,* selon lequel la première a donné naissance au deuxième et nous avons écrit (dans notre article « Smith et Marx vs. Hegel et les Weberiens : Origines du développement et du sous-développement dans le Nouveau-Monde », *L'Homme et la*

Société, N. 35-36, Ed. Anthropos) combien cette thèse de Weber est insatisfaisante quand on l'oppose à l'analyse des rapports de production et d'échange dans le procès d'accumulation du capital. Ainsi, si les Juifs et les Protestants sont associés en Europe à l'expansion économique – quoique pour des raisons qui ne sont pas d'ordre « éthique » – leur expulsion ici et là, et la contre-réforme dans une principauté ou l'autre, pourraient paraître en rapport immédiat avec la valeur économique et/ou la domination des intérêts fonciers. (Cf. Wallerstein, p. 147 sq.). Que les révoltes et la révolution soient associés à des modifications dans la composition de classe émanant des changements dans les forces et les rapports de production, et en particulier parce qu'elles sont souvent fomentées par les crises économiques, le fait est amplement prouvé par les évènements mais il n'a pas été systématiquement analysé de manière suffisante dans le contexte du procès d'accumulation dans son ensemble. Les révolutions anglaise, française et américaine du XVIIème et du XVIIIème siècles sans compter les révolutions qui ont suivi et celles qui nous sont contemporaines (de même que les contre-révolutions) sont liées aux crises économiques et politiques.

Soutenir et démontrer que ces évènements « superstructurels » politiques et idéologiques, ne sont pas déterminés arbitrairement ou spontanés mais qu'ils ont contribué au cours des siècles à déterminer les incidences inégales et le tempo irrégulier du procès d'accumulation du capital et de plus, non seulement à l'échelle nationale ou locale, mais aussi au niveau international, ce n'est pas contester, bien entendu, qu'à leur tour ils exercent également des influences qualitativement cruciales et de longue portée sur ce procès d'accumulation et sur son infrastructure. Au contraire, quoique notre analyse soit particulièrement inadéquate à cet égard, notre thèse est que les mouvements politiques et idéologiques ainsi que les mouvements culturels et scientifiques, sont décisifs pour le procès « économique ».

L'une de nos hypothèses à cet égard c'est que l'incidence des grandes inventions scientifiques et techniques ainsi que de la « révolution » philosophique et artistique coïncident avec la crise économique – et par conséquent politique – et qu'elle est même une conséquence de cette dernière – ou accélérée par elle. Peut-être le progrès scientifique et culturel est-il « nourri » par les périodes d'expansion économique et contribue-t-il à préserver cette dernière.

Notre hypothèse est cependant que les révolutions « Kuhniennes » dans les paradigmes scientifiques, philosophiques ou culturels, naissent directement – ou indirectement – des crises économiques dans lesquelles « la nécessité est la mère de l'invention ». A notre avis, la révolution scientifique du XVIIème siècle, associée à Galilée, Leibnitz, Descartes et d'autres, et la révolution technologique associée aux noms de Watt, Arkwright, Ely et d'autres, étaient en partie des tentatives suscitées par des crises économiques visant à réduire les coûts de production et à élargir les frontières économiques à des moments où elles étaient économiquement réduites par les crises. Quoiqu'il y ait quelque preuve de quelques recherches technologiques

bénéficiant de l'appui des institutions et financées par ces dernières – et de la création de sociétés et d'instituts scientifiques – associés avec la crise du XVIIème siècle, le fait que des progrès importants d'ordre scientifique et technologique aient eu pour origine des « outsiders » étrangers aux institutions ou des chercheurs isolés (*Einzelganger,* un autodidacte), semblerait plus conforme à notre hypothèse. C'est eux – et c'est pourquoi ils sont des « outsiders » – qui sont particulièrement bouleversés par l'agitation de leur temps.

Notre hypothèse est que la crise économique ne prend tout son effet qu'indirectement par la voie de la crise politique qu'elle détermine – et que cet effet est particulièrement puissant sur les individus – isolés ou rebelles – qui sont à l'origine des progrès révolutionnaires en philosophie et dans les arts, ainsi que dans les sciences. La Renaissance a coïncidé en grande partie avec les crises des XIVème et XVème siècles, et plusieurs, parmi ses personnages les plus importants ont été politiquement affectés par ces crises (quoique la « Haute Renaissance » en Italie ait coïncidé avec ce qui, en apparence était déjà une période de croissance économique). Mais de nombreux personnages importants de la rénovation philosophique et artistique du XVIIème siècle et de la fin du XVIIIème siècle (les Lumières) ont travaillé et se sont fait entendre en des périodes de crise économique et politique. De même, les révolutions scientifiques, philosophiques et culturelles des XIXème et XXème siècles peuvent être dites s'être produites au cours – ou avoir été suscitées au cours – de périodes de crises économiques et politiques particulières et par la médiation de personnages particulièrement agités par ces crises. Bien entendu, leur travail a eu à son tour une influence à longue portée sur le cours de l'histoire de l'humanité et sur le procès d'accumulation de capital. Dans une certaine mesure, même l'interprétation « révolutionnaire » et la manière d'écrire l'histoire ont eu et peuvent avoir une certaine influence sur le cours de l'histoire elle-même.

Traduit de l'anglais par Eddy TREVES

OUVRAGES CITES

AMIN, Samir, *L'accumulation à l'échelle mondiale* Paris, Anthropos, 1970.

AMIN, Samir, « Underdevelopment and Dependence in Black Africa. Their historical origin and contemporay form ». Dakar, United Nations Institute for Economic and development Planning, 1971. Publié dans une version révisée dans *Le Développement Inégal,* Paris, Minuit, 1973, pp. 278-292.

BARTRA, Roger, « Modos de produccion y estructura agraria in Mexico » in *Historia y Sociedad,* Mexico, 2 T N. 1, pp. 23-30.

BRAUDEL, Fernand, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II,* Paris.

CHAUNU, Pierre et Huguette, « The Atlantic Economy » in *Essays in European Economic History, 1500-1800,* Ed. Peter Earle, Oxford, Clarendon Press, 1974.

CHAUNU, Pierre et Huguette, *Séville et l'Atlantique,* Paris, 1959.

FERNANDEZ, Raul, A. et OCAMPO José F. « The Latin American Revolution : a Theory of Imperialism, not a Theory of Dependence » in *Latin American Perspectives,* 1974, Vol. 1, N. 1, pp. 30-61.

GUNDER, FRANK, André, *Accumulating Exploitation,* Londres, Penguin.

GUNDER, FRANK, André, *Capitalism and Underdevelopment in Latin America,* New York, Monthly Review Press, 1969, 2ème ed. rev. et Londres, Penguin Books, 1971.

GUNDER, FRANK, André, « Dependence is dead, long live dependence and the class struggle : A reply to critics » ; in *Latin American Perspectives,* 1974, vol. N. 1, pp. 87-106.

GUNDER, FRANK, André, *Latin America : underdevelopment or revolution,* New York, Monthly Review Press, 1969.

GUNDER, FRANK, André, *Lumpenbourgeoisie : Lumpendevelopment,* New York, Monthly Review Press, 1972.

GUNDER, FRANK, André, « On the roots of development and underdevelopment in the new world : Smith and Marx vs. the Weberians », in *Theory and Society* Amsterdam et *L'Homme et la Société,* N. 35-36, 1975.

GUNDER, FRANK, André, « On Dalton's theoretical issues in economic anthropology », in *Economic Development and Cultural Change,* Chicago.

LE ROY LADURIE, Emmanuel, « A long agrarian cycle » in *Essays in European Economic History 1500-1800,* ed. by Peter Earle, Oxford Clarendon Press, 1974.

MARX, Karl, *Le Capital*

MARX, Karl, *Grundrisse*

MOORE, Barrington Jr. *Social origins of dictatorship and democracy ; lord and peasant in the making of modern world,* Boston, Beacon Press, 1967.

PATNAIK, Utsa, « Capitalist development in agriculture », in *Economic and Political Weekly,* Sept. 25, 1971, pp. A123-A130.

PATNAIK, Utsa, « Development of capitalism in agriculture » – in *Economic and political weekly,* Bombay, Sept. 1972.

REY, P.P. *Colonialisme, néo-colonialisme et transition au capitalisme. Exemple de la Comilog au Congo-Brazzaville,* Paris, Maspero, 1971.

SWEEZY, Paul, M. et DOBB, Maurice, H.K. TAKASHI, HILTON, RODNEY et HILL, Christopher, *The transition from feudalism to capitalism,* New York, Science and Society, 1963.

TAWNEY, R.H. *Religion and the rise of capitalism,* New York, Mentor, 1974.

TOPOLSKY, Jerzy, « Polish economy decline » in *Essays in European Economic History 1500-1800,* Oxford, Clarendon Press, 1974.

WALLENSTEIN, Immanuel, *The modern world system. Capitalist Agriculture and the origins of the European world economy in the sixteenth century,* New York, Academic Press, 1974.

WEBER, Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme.*